



Bram Van De Biezen/UNEP/Still Pictures

La liberté

se paie

ATIQ RAHMAN appelle à réduire drastiquement et de toute urgence les émissions de gaz à effet de serre et à faire davantage d'efforts d'adaptation pour libérer le monde de la menace imminente des dangers liés aux changements climatiques

Les changements climatiques incontrôlés sont une menace croissante, et il faudra tout faire dans les dix ans à venir pour qu'une intervention rapide écarte des changements catastrophiques et irréversibles.

La bonne nouvelle, c'est que, malgré toutes les campagnes de désinformation, les négociations sur les changements climatiques se poursuivent. Les recherches scientifiques menées notamment par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) réduisent les incertitudes et démontrent l'empreinte anthropique. Le Protocole de Kyoto est entré en vigueur et les pays européens essaient de le mettre en œuvre. La mauvaise nouvelle, c'est la fréquence accrue des phénomènes climatiques extrêmes alors que l'action mondiale pour réduire les gaz à effet de serre reste chancelante et que les émissions augmentent plus vite que jamais.

Alors qu'une réduction absolue de 5,2 % des émissions de gaz à effet de serre est prévue au cours de la première période d'engagement du Protocole, on assiste au contraire à une augmentation plus élevée de ces émissions. Or l'objectif de Kyoto lui-même n'était censé être qu'une première étape, timide et modeste. Les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques doivent impérativement parvenir à des réductions plus strictes pour atteindre l'objectif de cette Convention : sauver la planète de la menace de changements climatiques incontrôlés. A Nairobi,

la douzième Conférence des Parties à la Convention, siégeant en tant que deuxième réunion des Parties au Protocole, doit s'efforcer d'atteindre ces réductions.

Au cours des cinq dernières années, on a vu un accroissement sans précédent des phénomènes climatiques extrêmes, dans les pays riches comme dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés (cyclones, inondations, canicules, sécheresses et fonte rapide de la banquise et des glaces polaires). Tous les pays devront s'adapter. Des ouragans dévastateurs comme Katrina et Rita ont montré la vulnérabilité des Etats-Unis et mis en évidence un manque de préparation et un besoin d'adaptation, même dans ce pays. Dans les pays pauvres, les besoins d'adaptation seront beaucoup plus élevés.

Le climat de la planète

La Convention-cadre et le Protocole prévoient des actions simultanées en matière d'atténuation et d'adaptation. En fin de compte, l'atténuation est la meilleure forme d'adaptation. Tout retard dans la réduction des émissions ne fera qu'accroître le besoin et le coût de l'adaptation, ainsi que le risque d'assister à des changements climatiques planétaires incontrôlés. La responsabilité première de la Convention et du Protocole, et de tous leurs Etats membres, signataires et non signataires, est de réduire les émissions tout de suite. Les pays industrialisés doivent prendre la tête de ce mouvement. Il faut aussi que les pays en développement fassent tout leur possible pour rechercher une voie de développement fondée sur des émissions moins élevées de gaz à effet de serre.

Le retard intervenu dans l'entrée en vigueur du Protocole a privé la communauté internationale de la possibilité d'inverser rapidement la tendance à l'augmentation des gaz à effet de serre. Le Protocole lui-même, modeste tentative, a été mis à mal par un petit groupe de pays. Par contraste, les pays européens essaient de le mettre en œuvre mais leurs efforts demeurent faibles et insuffisants. Peu de projets ont vu le jour au titre du Mécanisme pour un développement propre et ils sont pratiquement le domaine exclusif de grands pays en développement gros générateurs d'émissions de gaz à effet de serre comme la Chine, l'Inde et le Brésil. La plupart des pays plus petits et plus pauvres, et en particulier les pays les

moins développés, resteront largement à l'écart des bienfaits du Protocole, alors qu'ils seront les plus touchés par l'impact des changements climatiques. Il est donc essentiel de mettre œuvre un mécanisme spécifique visant à les inclure, pour faire du Mécanisme pour un développement propre un instrument universel.

Il faudra aussi faire tous les efforts possibles pour inclure les Etats-Unis dans toute future initiative. Dans notre monde en voie de mondialisation rapide, il n'est ni utile ni souhaitable de tenir la plus grande économie à l'écart. Les Etats-Unis ne sont pas seulement les plus grands émetteurs de gaz à effet de serre; ils peuvent aussi jouer un rôle crucial dans la solution des problèmes posés par les changements climatiques grâce à leurs capacités scientifiques et financières. Si l'Administration américaine est sincère à l'égard de la liberté dans le monde, alors la liberté face à la menace grandissante des changements climatiques – en particulier pour les pays et les communautés pauvres et vulnérables – doit faire partie de l'équation.

Alors que les efforts d'atténuation ont échoué, on a enregistré quelques progrès en termes d'adaptation, peut-être en raison même de l'échec des efforts d'atténuation. Ces progrès permettent de repousser les arguments de ceux que les changements climatiques laissent sceptiques, en mettant en évidence non seulement que les changements climatiques sont réels et qu'ils sont déjà là, mais que les communautés et les écosystèmes doivent être protégés des menaces potentielles qu'ils représentent. La plupart de ces progrès sont dus à l'intérêt des pays en développement qui ont compris que l'adaptation est en relation directe avec le développement durable et que les deux se renforcent mutuellement. Beaucoup de pays en développement ont été à l'origine et à la tête d'importantes avancées. C'est ainsi que les 48 pays du groupe des pays les moins avancés ont démarré des Plans d'action nationaux d'adaptation : plusieurs pays industrialisés, comme la Finlande et le Royaume-Uni, ont lancé des plans et des activités similaires. L'adaptation doit se concentrer sur le développement. Elle ne sera soutenue, et ne deviendra rentable, que si elle se fait avec sensibilité et dans le respect des contextes locaux et nationaux.

Les sceptiques

L'objectif de la Convention est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation

anthropique dangereuse du système climatique. Mais déterminer ce qui est « dangereux » est un défi scientifique et reste controversé. Cette question devra faire l'objet d'un règlement politique, qui devra intervenir rapidement, car les concentrations actuelles de gaz à effet de serre provoquent déjà des canicules et autres phénomènes climatiques extrêmes, et entraînent la fonte de la calotte glaciaire, le déplacement des glaciers et l'amincissement du pergélisol.

Alors, avons-nous atteint des niveaux dangereux? Il est essentiel d'arriver à un consensus politique mondial de toute urgence sur ce point, mais, pour le moment, il n'y en a pas. L'Union européenne se dirige vers un accroissement de 2°C comme limite de ce qui est acceptable, mais il se peut cependant qu'une telle augmentation ait encore des impacts intolérables. En l'absence de consensus, il convient d'envisager ce chiffre comme la limite supérieure absolue, dans le but de l'abaisser ensuite.

Au bout du compte, il s'agit d'une question de consommation, de production et de justice environnementale. L'obtention d'un accord sur la Convention a principalement été l'aboutissement de négociations gouvernementales Nord-Sud. Mais la société civile (organisations de défense de l'environnement, centres de recherche, instituts scientifiques et milieu d'affaires) a infléchi les gouvernements afin qu'ils prennent une décision dans l'intérêt de la planète, par-delà l'étroitesse des intérêts nationaux ou de ceux de certains groupes. Le principe de « responsabilité commune mais différenciée » a été accepté par toutes les parties et par tous les acteurs.

La Conférence des Parties en 2006 devrait constituer un terrain de discussion fertile pour la deuxième

période d'engagement, et elle devrait amener de plus fortes réductions au Nord et un développement moins dépendant du carbone au Sud. Des initiatives et des débats sur l'après Kyoto, combinant différentes positions en matière d'équité et de justice, de répartition des responsabilités et de partage des coûts ont déjà été lancés par différents groupes, au Nord comme au Sud. Les plus progressistes, comme le « dialogue Nord-Sud sur l'équité au sein de la serre, une proposition d'accord mondial climatique adéquat », ont associé des chercheurs et des instituts du Nord et du Sud.

Les besoins de développement

Il se peut qu'il faille reconsidérer la structure actuelle des négociations Nord-Sud. Mais le futur cadre des négociations devra nécessairement inclure tous les pays, et en particulier les Etats-Unis, le pays aux émissions les plus élevées. Il devra prendre en considération le besoin, et le droit, des pays et communautés pauvres à assurer leur survie en voyant leurs besoins en termes de développement satisfaits et un minimum de dignité assuré.

La liberté face à la menace des changements climatiques est l'une des libertés fondamentales dont chaque pays devra assurer la responsabilité. Si elle n'est pas assurée, d'autres libertés – telles que la liberté face à la faim, l'injustice, le terrorisme et la dictature – pourraient être tout aussi menacées. Aucune partie de la planète n'est suffisamment isolée et fortifiée pour être libérée de ce danger. La sécurité climatique doit bénéficier à l'ensemble de la planète et à tous ses habitants ■

Atiq Rahman est Directeur exécutif du Centre bengali d'études avancées et Président du Réseau Action climatique



S. Belon Lopez/UNEP/Still Pictures